

**AP n° 2020-MD-127-IC**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
concernant la Société ROUGHOL  
à  
Châlons-en-Champagne**

**Le préfet de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

**Vu :**

- le Code de l'environnement et plus particulièrement les articles R. 541-43 et R.541-46 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la société ROUGHOL n° 2010-A-176-IC en date du 16 juillet 2010 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-113-IC en date du 26 août 2016 ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 août 2020 ;

**Considérant :**

- qu'il n'a pas été mis en place de registres réglementaires concernant les déchets entrants et sortants du site ;
- qu'il n'a pu être prouvé que le dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie est déjà en place et opérationnel ;
- que ces non-respects sont des non-conformités à la réglementation.

**Sur proposition de Mme la Directrice départementale des territoires de la Marne.**

**ARRETE**

**Article 1er :**

La société ROUGHOL, dont le siège social est situé 1 rue Charles Cros à Châlons-en-Champagne, est mise en demeure :

- de mettre en place des registres des déchets entrants et sortants du site tel que définis par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, sous un mois ;
- de mettre en place un dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie ou, le cas échéant, de faire parvenir tout document à l'inspection des installations classées prouvant que ce dispositif est déjà en place et opérationnel sous un délai de six mois.

**Article 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 4 : Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'au maire de Châlons-en-Champagne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société ROUGHOL 1, rue Charles Cros à Châlons-en-Champagne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne le,      **– 7 SEP. 2020**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général**



**Denis GAUDIN**

#### **Délais et voies de recours :**

*La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*